

Renault Siège

FO

*Avec vous
La force d'agir pour tous*

Syndicat **FO** Renault Siège
3, rue Nationale
92100 Boulogne-Billancourt
téléphone : 01 58 17 81 33
télécopieur : 01 76 89 10 83
A.P.I. : NAT 003 3 13
fo.renaultsiège@worldonline.fr



06 . 10 . 2009

**Lors du C.E. Extra du 30 septembre 2009,
notre Syndicat a voté contre le dépeçage du SIEGE.**

**Interrogé par le "Parisien",
FO revient sur les difficultés et les inquiétudes
des Salariés contraints à la mobilité.**



Renault déserte Boulogne pour Guyancourt

Seuls 300 salariés de la marque continueront à travailler à Boulogne-Billancourt en 2013. N'y subsisteront plus alors que le siège social et l'espace communication.

EN MARS prochain, une nouvelle page de l'histoire de Renault va se tourner. Près de 300 salariés vont désertier la tour Chenonceaux qui surplombe le pont de Sèvres pour aller s'installer au Technocentre de Guyancourt (Yvelines). Des équipes informatiques, la direction pièces et accessoires ainsi que le service achats travaillent encore dans cet édifice rongé par l'amiante. « Les effectifs du siège se réduisent à la portion congrue, regrette Norbert Baudry, secrétaire adjoint FO Renault siège. La direction liquide les encours immobiliers pour faire rentrer de la trésorerie. » Cette première vague de départs ne restera pas sans suite car Renault prévoit de fermer ses bureaux situés au Plessis-Robinson à la fin de l'année 2011.

Commerciaux, acheteurs, informaticiens et spécialistes des ressources humaines partiront eux aussi pour le Technocentre ou pour le site de Villiers-Saint-Frédéric, toujours dans les Yvelines. « Fin 2012, 2 500 employés sur 4 000 auront quitté Boulogne et Le Plessis », affirme Patrick Monange, secrétaire FO Renault siège.

« C'est un vieux projet »

L'ancienne régie souhaite regrouper ses équipes sur le même site. « Les rapprocher sur le Technocentre permettra d'accroître l'efficacité », explique le service communication de Renault. Le constructeur automobile compte bien réaliser de substantielles économies en quittant

des immeubles qu'il loue : « On profite de la fin des baux locatifs pour rejoindre le Technocentre dont nous allons optimiser l'espace, car l'endroit n'est pas pleinement occupé. » Le personnel semble, lui, moins emballé par cette perspective. « On l'appelle Alcatraz, précise Norbert Baudry. C'est froid, aseptisé, surtout en hiver. »

« Cela va générer beaucoup de problèmes de déplacements pour bon nombre de salariés, renchérit Patrick Monange. Certains vont devoir affronter deux heures trente de transports pour s'y rendre. » Les syndicalistes voient une volonté de leur direction de quitter peu à peu Billancourt, berceau de la société. « En 2013 ne demeureront plus que 300 personnes rattachées à la direction générale, prévoit Norbert Bau-

dry. C'est un vieux projet, qui date des années 1990 quand nous avions pour PDG Raymond Lévy. » En revanche, Renault n'envisage pas de toucher à Square Com, construction en brique rouge située rue du Vieux-Pont-de-Sèvres. Elle héberge le service communication et accueille diverses conventions.

Sans parler du bâtiment X voisin, classé et berceau de la marque, à côté duquel Louis Renault a conçu sa première voiture. Pierre-Christophe Baguet, le député-maire UMP, se montre optimiste. « Si les dirigeants de Renault voulaient partir, ils l'auraient fait depuis longtemps. Ils se sont réservé un terrain de 65 000 m² sur le Trapèze pour y édifier leur futur siège une fois la crise passée. »

JÉRÔME BERNATAS

Monsieur Carlos GHOSN
Président Directeur Général de RENAULT
13/15 quai le Gallo
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

Nos Réf. : 2009 217/LS

Boulogne Billancourt, le 28 septembre 2009

Monsieur le Président,

Je voudrais ici vous interpeller sur l'urgence qu'il y a aujourd'hui à ouvrir au plus vite des négociations dans un certain nombre de domaines tels que Pouvoir d'achat, Sauvegarde des emplois, Gestion des compétences, ... entre autres.

Vous-même reconnaissez que les salariés de Renault SAS ont consenti les énormes efforts qu'une fois de plus, vous aviez très solennellement exigés d'eux ; d'abord pour réussir le contrat 2009, puis pour sauver l'entreprise face à la crise.

Ce sont maintenant les salariés de Renault qui attendent de leur direction générale un geste fort, pour que cette reconnaissance se traduise enfin par une politique sociale juste et motivante.

L'érosion des implications les plus fortes est un risque que vous ne pouvez pas et ne devez pas prendre.

Une politique sociale juste et motivante, cela passe par :

- Le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat pour 2009 (gel des salaires et chute vertigineuse de l'intéressement) comme le prévoit l'article 10 de l'Accord Social de Crise du 27 mars 2009.
- La négociation de la politique salariale pour 2010
- La négociation d'un nouveau Contrat Social de Crise pour 2010, qui devra aussi être l'occasion de repenser en profondeur l'équilibre des niveaux de production entre la France et les autres pays du groupe.
- La gestion des compétences: du fait du PRV, l'entreprise se voit privée d'un grand nombre de compétences, avec pour conséquence directe d'inquiétantes détériorations des conditions de travail. De plus, les évolutions technologiques et l'apparition de nouveaux métiers, dues à l'avènement du véhicule électrique par exemple, impliquent une véritable réflexion de fond pour anticiper au mieux les besoins de l'entreprise. La négociation d'une GPEC doit être une opportunité d'évaluer et de valoriser les compétences par la mise en place de CQPM (Certification Qualification Professionnelle de la Métallurgie), et de permettre des évolutions de carrière par des formations qualifiantes.
- La négociation sur l'emploi des seniors (prise en compte la notion de pénibilité, développement du tutorat, aménagement des fins de carrières,...) .

Comme vous l'aurez compris, l'attente est forte, l'urgence l'est d'autant plus.

Dans l'attente de votre réponse afin d'établir un calendrier précis et entamer dans les délais les meilleurs l'ensemble de ces négociations, veuillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mes salutations respectueuses.

Laurent SMOLNIK
Délégué Syndical Central